

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT/CE DOCUMENT CONTIENT
UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique
Les Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington, 4ième
étage/Floor
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS - IT Services		
Solicitation No. - N° de l'invitation G9292-176717/A		Amendment No. - N° modif. 013
Client Reference No. - N° de référence du client G9292-176717		Date 2019-05-09
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-380-34737		
File No. - N° de dossier 380zm.G9292-176717	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-24		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cook, Gail		Buyer Id - Id de l'acheteur 380zm
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9369 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 013

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Question n° 129 :

En ce qui concerne le CTC2 : Le sous-point c) stipule que le gestionnaire des demandes des clients doit avoir géré simultanément plus de quarante ressources pour recevoir le nombre maximal de points. Or, ce sous-point ne précise pas ce que l'État entend par « simultanément ». L'État réfère-t-il à une certaine période de chevauchement de la durée des contrats, ou accepterait-il la gestion de 40 entrepreneurs aux termes du même contrat pour un même client? Par exemple, un client A pourrait avoir obtenu un contrat de trois ans, au cours desquels le gestionnaire des demandes des clients aurait fourni plus de 60 ressources au Client A, mais aux termes de contrats dont la date d'entrée en vigueur/d'échéance et la durée auraient pu différer en fonction des étapes du projet. Dans cet exemple, les contrats de certaines ressources n'auraient pas exactement les mêmes dates d'entrée en vigueur et d'échéance, mais seraient regroupés dans la même période de trois ans visée par le contrat.

Réponse n° 129 :

Le Canada entend par « simultanément » la gestion d'un nombre X de ressources, au cours d'une même période définie. Les points seront attribués pour le nombre de ressources gérées au même moment à une date définie (p. ex. : le 3 juin 2016).

Question n° 130 :

Avec douze modifications et bien au-delà de cent questions et réponses publiées à ce jour, y compris de multiples changements successifs et considérables apportés aux critères du ministère, les soumissionnaires doivent maintenant réévaluer et requalifier de nombreuses ressources et références concernant des contrats, et mettre à jour leurs justificatifs pour leurs capacités d'entreprise. Compte tenu de ces facteurs, l'État pourrait-il envisager de prolonger de deux semaines le délai de réponse?

Réponse n° 130 :

La modification de soumission 011 prévoit une prolongation de la période d'invitation à soumissionner jusqu'au 24 mai pour permettre aux soumissionnaires de réviser leur soumission et de la mettre à jour. Par conséquent, aucune autre prolongation ne sera accordée.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.